

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie,
du développement durable et de l'énergie

Arrêté du 26 septembre 2012

**portant rejet de la demande de permis exclusif de recherches de mines
d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Lyon-Annecy »**

NOR : DEVR1237224A

Le ministre du redressement productif,

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu la Directive 94/22/CEE du Parlement européen et du Conseil, du 30 mai 1994, sur les conditions d'octroi et d'exercice des autorisations de prospector, d'explorer et d'extraire des hydrocarbures ;

Vu le code minier ;

Vu la loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique ;

Vu la demande en date du 15 janvier 2009 par laquelle la société Schuepbach Energy LLC, sise 2651 North Harwood, Suite 517, Dallas, TX 75201, a sollicité pour une durée de trois ans un permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Lyon-Annecy », portant sur partie des départements de l'Ain, de l'Isère, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie ;

Vu les pièces de la demande d'où il résulte que l'objectif essentiel de la demande de permis est la recherche et l'exploitation de gaz de schiste ;

Considérant qu'en l'état actuel des connaissances un tel objectif ne peut être atteint que par le recours à la fracturation hydraulique ;

Vu la lettre du 22 septembre 2011 transmise par la société Schuepbach Energy LLC dans laquelle la société indique son intention d'utiliser des forages suivis de la fracturation hydraulique de la roche dans le cadre de l'exploration puis de l'exploitation de la zone ;

Considérant que le recours à ces techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux contrevient à la loi n° 2011-835 du 13 juillet susvisé plus précisément à son article 1 ;

Vu l'avis du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies en date du 26 septembre 2012 ;

Arrêtent :

Article 1er

La demande de permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Lyon-Annecy » est rejetée.

Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois suivant sa notification à la société Schuepbach Energy LLC.

Article 3

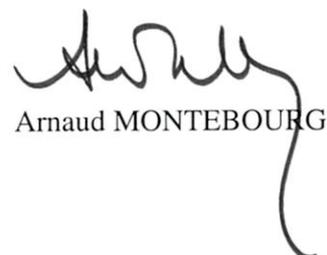
Le Directeur de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*La ministre de l'écologie, du développement durable
et de l'énergie*



Delphine BATHO

Le ministre du redressement productif,



Arnaud MONTEBOURG